



HAL
open science

Des acteurs pragmatiques vis-à-vis du champ politique ? Retour sur les investitures syndicales lors des élections municipales new-yorkaises de 2013

Émilien Julliard

► **To cite this version:**

Émilien Julliard. Des acteurs pragmatiques vis-à-vis du champ politique ? Retour sur les investitures syndicales lors des élections municipales new-yorkaises de 2013. *Savoir/Agir*, 2018, 45, pp.37-45. 10.3917/sava.045.0037 . hal-03920345

HAL Id: hal-03920345

<https://hal.science/hal-03920345>

Submitted on 3 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DES ACTEURS PRAGMATIQUES VIS-À-VIS DU CHAMP POLITIQUE ?

Retour sur les investitures syndicales lors des élections municipales new-yorkaises de 2013

[Émilien Julliard](#)

Éditions du Croquant | « [Savoir/Agir](#) »

2018/3 N° 45 | pages 37 à 45

ISSN 1958-7856

ISBN 9782365121712

DOI 10.3917/sava.045.0037

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2018-3-page-37.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions du Croquant.

© Éditions du Croquant. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Des acteurs pragmatiques vis-à-vis du champ politique ?

Retour sur les investitures syndicales lors des élections municipales new-yorkaises de 2013

Lors des primaires démocrates organisées à l'occasion des élections présidentielles américaines de 2016, Bernie Sanders, qui entendait représenter les intérêts des classes populaires et promettait, entre autres, de doubler le salaire minimum fédéral en le fixant à 15 \$, a reçu peu de soutiens des syndicats, leurs dirigeants préférant miser sur Hilary Clinton¹. Cette situation, où le candidat qui semble le plus « *pro-labor* » est délaissé par les syndicats, est davantage la norme que l'exception, et ce à tous les niveaux de la vie politique états-unienne. C'est ce qu'illustrent les élections municipales de New York en 2013, sur lesquelles cet article porte. Si Bill de Blasio – souvent présenté comme le maire le plus à gauche qu'a connu New York depuis des décennies – a remporté les élections, le soutien des principales organisations syndicales de la ville était loin de lui être acquis au moment des primaires.

Pour le comprendre, il faut expliciter les phénomènes que recouvrent les investitures syndicales (*union endorsements*) de candidats à des mandats politiques. Il s'agit notamment de tenir compte des modes de financement de

ÉMILIE JULLIARD
 Doctorant en sociologie politique
 EHESS-CMH

la vie politique, des spécificités de l'autonomie du champ syndical vis-à-vis du politique, des logiques de prises de décisions internes aux syndicats ; le tout dans un contexte de désyndicalisation² et de montée d'organisations concurrentes qui entendent elles aussi représenter les classes populaires : les *community organizations* (ou associations communautaires). Une organisation en particulier est l'objet de notre attention : le SEIU Local 32BJ, une structure locale du puissant syndicat des services (le *Service Employees International Union*), qui compte 70 000 adhérents à New York, travaillant à l'entretien de bâtiments résidentiels et commerciaux. Depuis les années 2000, les dirigeants de cette organisation ont entrepris d'élargir leur répertoire d'action pour étendre leur domaine de représentation des salariés, qui ne se limite plus aux seuls adhérents. En effet, aux États-Unis,

1. Par exemple, Andrew McGill, « Bernie Sanders, Union-Buster », *The Atlantic*, 17 avril 2016.

2. Entre 1973 et 2017, le taux de syndicalisation est passé de 24 % à 10,7 % tous secteurs confondus.

les syndiqués sont en général les seuls à bénéficier du contenu des accords collectifs (*labor contracts*) négociés de manière décentralisée (au niveau d'un ou plusieurs sites de travail) avec les employeurs. Dans ces conditions, soutenir des candidats à des fonctions politiques constitue un des moyens de porter des revendications dépassant la population adhérente.

Nous revenons dans un premier temps sur les relations entre champs syndical et politique, et leur altération sous l'effet des politiques néolibérales. Nous montrons ensuite comment les dirigeants d'une organisation comme le SEIU Local 32BJ ont essayé de faire face à ces mutations, en formant des coalitions avec des associations autour de revendications adressées à des acteurs du champ politique. Ces coalitions sont mises à l'épreuve lors des élections municipales de 2013, puisque les organisations qui y prennent part ont soutenu des candidats différents à l'occasion des primaires. Cet éclatement des investitures révèle la nature clientélaire des transactions entre syndicalistes et personnel politique (la mise à disposition de ressources syndicales contre la promesse d'accéder à des revendications). Enfin, nous évoquons les manières dont les dirigeants syndicaux mobilisent les adhérents lors des municipales alors qu'une place marginale leur est accordée dans le processus d'investissement.

Des transactions entre champ syndical et champ politique remises en cause

L'autonomie du champ syndical par rapport au champ politique, qui s'est construite à partir du tournant

du vingtième siècle, se caractérise, entre autres, par une absence de partis politiques nationaux portant spécifiquement les intérêts des classes populaires³. Les organisations syndicales se déclarent en général indépendantes des partis politiques, privilégiant le *lobbying* et un soutien aux candidats à des mandats soutenant leurs causes. Quand il existe, cet intérêt pour des actions menées dans le champ politique se traduit par la mise à disposition de ressources financières – *via* des *political action committees* (PAC) – et militantes auprès des candidats investis. Le rôle des syndicats dans les luttes partisans pour la conquête de mandats politiques est donc, au moins en discours, conditionné à des actions favorables aux causes qu'ils portent, abstraction faite de l'étiquette partisane. En réalité, le soutien à des candidats démocrates est majoritaire, et ce depuis la première moitié du vingtième siècle.

Pour comprendre ces transactions, il faut garder à l'esprit le caractère lâche des structures partisans⁴. Les partis sont faiblement coordonnés, et disposent de peu de permanents et de militants en propre. Les ressources disponibles sont surtout allouées aux frais de campagnes et non à la construction d'une bureaucratie partisane. Les partis prennent appui sur des groupes (dont les syndicats), qui n'ont pas toujours comme finalité principale de participer à la construction de l'édifice partisan. Ces acteurs jouent un rôle important

3. Cf. notamment le classique de Werner Sombart, *Why Is There No Socialism in the United States ?*, Londres, Macmillan, 1976 (1906).

4. John H. Aldrich, *Why Parties ? : The Origin and Transformation of Political Parties in America*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

dans la production de votes favorables, notamment par des formes d'échanges politiques personnalisés, comme le montre le phénomène des machines politiques dans de nombreuses grandes villes jusque dans les années 1950⁵. Ils concourent aussi plus largement à organiser les campagnes électorales (levées de fonds, porte-à-porte, etc.).

Ainsi, le Parti démocrate rassemble des organisations qui sont en concurrence entre elles pour le contrôle des frontières du parti, tout en assurant son financement et sa structuration. Les syndicats y ont sécurisé leur présence dans les instances locales et nationales. Comparativement à d'autres organisations, plus que des ressources financières, ce sont leurs ressources militantes et organisationnelles qui leur ont permis de conserver une position importante dans l'appareil partisan, bien qu'elle soit de plus en plus faible depuis les années 1970, en raison de la désyndicalisation, des transformations du parti et d'autres séries de mutations⁶.

Certains travaux ont tout particulièrement souligné comment la décentralisation et la privatisation des politiques publiques dans les années 1970-1980 ont affecté les formes d'échange qui prévalaient entre les syndicats et les acteurs du champ politique à l'échelle locale⁷. La place des syndicats aurait été prise par des associations communautaires dans

de nombreuses villes⁸. Ainsi, la crise fiscale qui a failli conduire New York à la banqueroute en 1975 a donné lieu à une réorientation économique de la ville vers le développement des secteurs immobilier et bancaire, et ce au détriment de nombreuses politiques sociales. Celles-ci ont été drastiquement réduites et leurs modes d'administration et de financement ont été reconfigurés⁹. Cette privatisation des politiques sociales dans les années 1970-1980 – impliquant la mise en compétition d'acteurs privés à but non lucratif pour la captation des fonds publics – a fait émerger des formes d'échange politique impliquant de nouveaux acteurs. Les dirigeants d'associations communautaires monnaient des votes, ceux de leurs membres et/ou de leurs usagers, en échange de l'engagement d'élus à leur obtenir les fonds publics dont ces organisations ont souvent besoin pour fonctionner et croître. Ce type d'échange est possible dans une ville comme New York, particulièrement dans ses quartiers défavorisés à forte concentration de populations noire et *latina* pour deux motifs : les circonscriptions des conseillers municipaux sont de taille modeste (autrement dit, peu de votes sont nécessaires pour être élu, surtout lors des primaires)¹⁰ ;

5. François Bonnet, « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, n° 92, 2010.
6. Taylor E. Dark, *The Unions and the Democrats : An Enduring Alliance*, Ithaca, ILR Press, 2001 ; Peter L. Francia, *The Future of Organized Labor in American Politics*, New York, Columbia University Press, 2006.
7. Josh Pacewicz, *Partisans and Partners : The Politics of the Post-Keynesian Society*, Chicago, University of Chicago Press, 2016.

8. Nicole P. Marwell, « Privatizing the Welfare State : Nonprofit Community-Based Organizations as Political Actors », *American Sociological Review*, vol. 69, n° 2, 2004.

9. Joshua B. Freeman, *Working Class New York : Life and Labor Since World War II*, New York., New Press, 2000 ; Kim Moody, *From Welfare State to Real Estate : Regime Change in New York City, 1974 to The Present*, New York, New Press, 2007.

10. Lors des municipales, il n'y a pas de scrutin de liste. Les électeurs choisissent séparément les candidats aux différents mandats, et, entre autres, le conseiller municipal de leur circonscription.

ces associations apportent une garantie de mobilisation d'un électorat populaire autrement très abstentionniste¹¹.

À l'inverse, la désyndicalisation aurait durablement érodé la capacité des organisations syndicales à nouer des échanges avec des acteurs du champ politique, puisqu'une population adhérente réduite diminue la capacité des syndicalistes à produire des votes favorables. C'est ce que défend Josh Pacewicz, dans une ethnographie comparée des modes de gouvernement de deux villes de taille moyenne de l'Iowa¹². Ainsi, dans un des cas, jusqu'au début des années 1980, le Parti démocrate local, dont le maire était issu, avait comme principal réseau les syndicats. La fermeture de l'usine employant la majeure partie des ouvriers de la ville et la réduction des fonds fédéraux que recevait la municipalité ont remis en cause la manière dont la ville était gouvernée par des acteurs que Pacewicz nomme les *partisans*. À partir de la fin des années 1980, d'autres prennent le contrôle la ville : les *partners*. Ils se caractérisent par un éloignement des réseaux traditionnels du Parti démocrate, qui ont périclité, et entendent mener une politique non partisane, destinée à attirer les investisseurs extérieurs.

La désyndicalisation et les transformations de l'action publique laissent penser que les organisations syndicales ne sont plus des acteurs importants, ni dans la fabrique de l'action publique, ni dans les réseaux du Parti démocrate. Cependant, dans une ville comme New

York, où le taux de syndicalisation est parmi les plus élevés du pays¹³, les organisations syndicales constituent toujours des réseaux majeurs pour les candidats à des mandats politiques soutenus par le Parti démocrate. Pour maintenir ou, dans le cas du SEIU Local 32BJ, développer ces rôles, les organisations syndicales ont dû faire alliance avec des associations communautaires et élargir leurs revendications.

De la défense des « union members » à celle des « working families »

Dans un contexte de désyndicalisation, des syndicalistes ont cherché à développer un ensemble de revendications adressées aux pouvoirs publics dont la portée dépasse les seuls adhérents, afin de « niveler le terrain de jeu » par le haut¹⁴. Celles-ci dépendent du périmètre de syndicalisation, mais aussi des propriétés sociales des dirigeants syndicaux, plus ou moins disposés à investir des ressources dans des actions qui ne concernent pas exclusivement leurs membres. Le cas du SEIU Local 32BJ permet de montrer que la construction de coalitions entre des syndicats et des associations, souvent inscrites dans le *community organizing*, apparaît comme une réponse aux mutations évoquées précédemment. Ces coalitions visent à porter des revendications communes dirigées vers les pouvoirs publics. Ce décloisonnement des causes syndicales et associatives

11. Nicole P. Marwell, « Privatizing the Welfare State : Nonprofit Community-Based Organizations as Political Actors », *op. cit.*

12. Josh Pacewicz, *Partisans and Partners : The Politics of the Post-Keynesian Society*, *op. cit.*

13. En 2013, 23 % des travailleurs y étaient syndiqués tous secteurs confondus, plus du double de la moyenne nationale.

14. Il s'agit d'une expression maintes fois entendue lors de nos observations réalisées au SEIU Local 32BJ en 2013.

implique une modification du contour des groupes qu'entendent représenter ces acteurs et du mouvement syndical.

À la fin des années 1990, à la suite d'un déclin des adhésions et de scandales touchant les leaders du SEIU Local 32BJ (mise à jour du train de vie fastueux de son président, fraudes lors des élections internes occasionnant des procès), de nouveaux dirigeants sont parachutés par le siège du syndicat. Ceux-ci construisent des coalitions avec des associations pour avoir des soutiens lors de négociations collectives ou de tentatives de syndicalisation, mais aussi, pour porter des revendications communes adressées aux pouvoirs publics, alors qu'auparavant les dirigeants de cette structure locale du SEIU délaissaient les actions dans le champ politique. L'établissement de ces coalitions s'explique par la conception du syndicalisme portée par les nouveaux leaders, ouverte sur les mouvements sociaux, et par la présence au sein du syndicat d'intermédiaires entre les champs syndical et politique et le monde associatif¹⁵. Ainsi, le directeur du département politique de la structure au milieu des années 2000 a préalablement travaillé dans des associations communautaires et environnementales et a été collaborateur d'une députée démocrate. En 2001, il devient le directeur de cabinet de Bill de Blasio, qui vient alors d'être élu conseiller municipal à New York. Ce permanent reconnaît, avec d'autres, avoir participé à importer dans le SEIU Local 32BJ sa connaissance des institutions qui gouvernent la ville et des modes d'action

utilisés par des associations communautaires pour peser sur elles¹⁶.

Le soutien à des candidats à des mandats électifs est perçu comme nécessaire aux dirigeants du SEIU Local 32BJ compte tenu du périmètre de syndicalisation, centré sur les travailleurs de la maintenance de bâtiments, résidentiels ou commerciaux, publics ou privés. Leur syndicalisation, salaires et conditions de travail sont, à certains égards, dépendants des politiques de la ville (par exemple le *zoning* : la répartition des bâtiments commerciaux et résidentiels), sans oublier que certains sont employés par la ville. Mais les dirigeants de cette structure adressent aussi des revendications plus larges aux élus de la municipalité, dépassant les intérêts immédiats des membres, par exemple la demande de jours d'arrêt maladie payés pour tous les salariés. Les contours du groupe représenté dépassent les adhérents au profit des « *working families* » (littéralement familles travailleuses), dont les membres sont ou non syndiqués.

C'est notamment autour d'un parti politique local créé à la fin des années 1990, le *Working Families Party* (WFP) que se cristallisent les alliances passées avec des associations. Ce parti politique est fondé en 1998 dans l'État de New York. Il s'est depuis étendu sur la Côte Est. Des branches régionales de différents syndicats ont participé à sa construction avec des associations. En 2013, 27 structures syndicales locales et trois associations sont affiliées au parti, c'est-à-dire qu'elles contribuent à son financement et prennent

15. John Krinsky, Ellen Reese, « Forging and Sustaining Labor–Community Coalitions : The Workfare Justice Movement in Three Cities », *Sociological Forum*, vol. 21, n° 4, 2006.

16. Entretien avec le directeur politique du SEIU Local 32BJ dans les années 2000, Washington D.C., juillet 2013.

collectivement les décisions concernant les investitures¹⁷. Les créateurs du WFP entendent profiter de la possibilité dans l'État de New York que plusieurs partis politiques puissent investir les mêmes candidats pour peser sur leur programme. Le WFP promeut des revendications délaissées par le Parti démocrate, telles que la hausse du salaire minimum de l'État, ou bien encore des législations dites *living wage*, qui déterminent les salaires les plus bas en fonction du coût de la vie dans certaines localités¹⁸. Actif seulement au niveau de l'État au début des années 2000, faute de moyens, ce parti devient progressivement un acteur majeur des batailles électorales dans la ville de New York, parfois en présentant des candidats indépendants du Parti démocrate. Le SEIU Local 32BJ est aujourd'hui un acteur important du WFP. Son secrétaire-trésorier siège au comité directeur consultatif de la branche du parti dans l'État, à côté de dirigeants d'associations communautaires¹⁹.

La pérennisation des coalitions auxquelles participe le SEIU Local 32BJ ne signifie pas que ces alliances ne sont pas fluctuantes. Elles varient en fonction des intérêts propres des dirigeants de ces organisations à défendre telle cause plutôt qu'une autre et à soutenir des candidats avec qui une relation particu-

lière a été établie, comme le montrent les municipales de 2013.

Honorer les termes de l'échange politique par l'investissement syndicale

Malgré des revendications proches adressées aux pouvoirs publics par un ensemble de syndicats et d'associations communautaires de la ville, des candidats différents sont investis, soulignant la labilité des coalitions réunissant ces organisations. Les acteurs bien établis dans le champ politique local sont favorisés au détriment de nouveaux entrants.

L'histoire des relations entre champs syndical et politique à New York se caractérise par un inégal intérêt des organisations syndicales pour des revendications adressées aux pouvoirs publics et un éclatement de leurs investitures lors des élections²⁰. Malgré les efforts récents entrepris pour que des revendications soient communément portées par des syndicats et des associations auprès des élus, ainsi que pour coordonner les investitures, ces dernières restent morcelées lors des primaires démocrates de 2013. Cela tient tout d'abord à un contexte : celui de l'occupation de l'institution mayoriale par Michael Bloomberg dans les années 2000, et avant lui par Rudolph Giuliani, hostiles à de nombreuses causes syndicales. Ensuite, les relations entre syndicats et élus reposent sur des formes d'échanges politiques peu compatibles avec la formation de coalition. Dans le cas du SEIU Local 32BJ,

17. Chris Bragg, « Confidential Memo Exposes WFP Endorsement Battle », *Crain's New York Business*, 13 février 2013.

18. Isabelle Richet, « La lutte pour un salaire décent (*living wage*). Force et faiblesse d'un mouvement progressiste face à l'offensive conservatrice », *Politique américaine*, vol. 20, n° 2, 2012.

19. <http://workingfamilies.org/national-advisory-board/>, page consultée le 16 décembre 2017.

20. Kim Moody, *From Welfare State to Real Estate : Regime Change in New York City, 1974 to The Present*, *op. cit.*

les responsables syndicaux souhaitent aussi soutenir les candidats qu'ils estiment les mieux placés pour remporter les élections.

À New York, les primaires du parti démocrate sont un moment décisif des élections. Puisque la majorité des électeurs sont inscrits comme démocrates, celles et ceux qui remportent les primaires ont, sauf exception, des chances importantes de gagner lors des élections générales²¹. Pour nombre de syndicats, dont les élus démocrates sont historiquement les porte-parole, la participation à la campagne des primaires est donc capitale. Elle l'est d'autant plus en 2013, après les trois mandats de Michael Bloomberg. Celui-ci a entre autres bloqué les négociations collectives avec les syndicats du public depuis la seconde moitié des années 2000.

Pourtant, certaines structures syndicales ont investi Michael Bloomberg, à l'instar de SEIU Local 32BJ en 2005 et 2009²². Cette décision controversée est justifiée au nom de la nécessité de dialoguer malgré tout avec l'institution mayorale²³. Le président du SEIU Local 32BJ dans les années 2000 a ainsi eu des réunions de travail mensuelles avec Michael Bloomberg, ce dont peu de dirigeants syndicaux peuvent se

prévaloir²⁴. Sa posture se rapproche de celle des quelques syndicalistes qui sont parvenus à garder un rôle dans la fabrique de l'action publique locale des villes de l'Iowa étudiées par Josh Pacewicz. Les divergences sont mises de côté afin de participer à l'élaboration des politiques qui concernent de près ou de loin les syndiqués, quitte à devoir faire d'importants compromis. Ce positionnement pragmatique, consistant à accepter les institutions politiques telles qu'elles sont et comme elles fonctionnent, n'est pas propre à cette structure. Il a des effets sur les investitures réalisées par les dirigeants syndicaux à l'occasion des municipales de 2013.

En 2013, Michael Bloomberg ne peut plus se représenter. Dès le début de l'année, les candidats à la primaire démocrate partent à la conquête d'investitures de nombreuses organisations. Elles permettent d'alimenter leur campagne pour les primaires qui ont lieu en septembre, en termes financiers et de capacité militante. Pour éviter un émiettement des investitures, les 35 organisations membres du *central labor council* de New York, structure locale de l'*American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO), où les dirigeants syndicaux de la ville se réunissent pour coordonner leur action, ont voté à la majorité qu'aucun soutien syndical ne soit déclaré avant mai²⁵. Des efforts

21. Lors de l'inscription sur les listes électorales, les électeurs peuvent déclarer leur préférence partisane, ce qui leur permet de participer aux primaires du parti en question, organisées par les pouvoirs publics.

22. « Action Gets Results. Local 32BJ helps re-elect New York's Mayor », *Building Strength*, Hiver 2005-2006, p. 3 ; Michael Barbaro, « Bloomberg Gains Backing From Another Union », *The New York Times*, 14 juillet 2009.

23. Entretien avec le directeur du département politique du SEIU Local 32BJ dans les années 2000, Washington D.C., 15 juillet 2013.

24. Daniel Massey, « The Fishman Effect ; Labor Chief's Disarming Style, Campaign Clout Make 32BJ Key Player in NY Politics », *Crain's New York Business*, 6 février 2012.

25. Chris Bragg, « Labor Strife in Mayor's Race ; Unions Aim to Unite Behind a Single Candidate, but Some Jump the Gun », *Crain's New York Business*, 18 février 2013.

similaires pour dégager des investitures communes ont été entrepris au sein du WFP. Or, beaucoup des principaux syndicats de la ville ont fait fi de cette consigne²⁶. L'éclatement des investitures pour le mandat de maire est tel que le WFP n'a pas officiellement soutenu un candidat lors des primaires.

Ce morcellement recouvre des échanges politiques entre des élus et des responsables syndicaux. Ainsi, Christine Quinn, porte-parole du Conseil municipal sous la mandature de Bloomberg, a travaillé étroitement avec des structures affiliées à un syndicat de la grande distribution pour augmenter le salaire minimum de certaines catégories de salariés. Elle a également collaboré avec le SEIU Local 32BJ sur une loi qui oblige les entreprises à donner des jours d'arrêt maladie à leurs employés, contribuant à faire sauter le veto du maire, au prix de nombreuses concessions²⁷. Ces organisations l'ont en retour investie. D'autres organisations syndicales dont la majorité des adhérents est employée par la ville ont soutenu John Liu, élu responsable entre autres des négociations collectives dans le secteur. Quant à Bill de Blasio, il a également été soutenu par des organisations syndicales, telle que la structure locale du SEIU des personnels de santé, sans pour autant obtenir l'investiture de la majorité des syndicats de la ville. Ces échanges politiques entre dirigeants syndicaux et élus sont d'autant plus facilités que les adhérents n'occupent qu'une place secondaire, voire inexistante dans le processus

d'investissement, souvent du ressort des seuls dirigeants syndicaux²⁸. Pourtant, ils sont sollicités pour participer aux campagnes électorales.

Mobiliser les adhérents et leur argent en politique

Si de nombreuses organisations syndicales n'impliquent pas les adhérents dans le processus d'investiture, ce n'est pas le cas du SEIU Local 32BJ. Lors des primaires, les syndiqués ont été conviés à des événements en présence des candidats, sans pour autant qu'ils ne décident de leur investiture. Les soutiens à des élus sont déterminés par le comité directeur de la structure syndicale, après un examen des programmes des candidats, de leurs ressources, de leurs actions passées, ainsi que de mesures de l'opinion des syndiqués par des questionnaires distribués à l'occasion des réunions syndicales. L'implication des adhérents s'inscrit dans un double processus visant à montrer les ressources du groupe aux candidats et à produire leur consentement face aux choix faits par les leaders, pour les mobiliser lors des élections.

La mobilisation des membres du SEIU Local 32BJ pour mener des actions dans le champ politique ne va pas de soi. La population adhérente est composée en majorité de membres des classes populaires, issus de minorités racisées (et parfois sans-papiers), qui tendent à entretenir un rapport distant au politique et au vote. Mais mobiliser les syndiqués et leur argent est impératif pour mener des actions dans le champ

26. Michael Howard Saul, « Labor Frays in Backing New York Mayoral Runs », *The Wall Street Journal*, 22 juin 2013.

27. Michael Howard Saul, « Sick-Day Debate Rages », *The Wall Street Journal*, 30 mars 2013.

28. Kim Moody, *US Labor in Trouble and Transition : The Failure of Reform From Above, the Promise of Revival From Below*, New York, Verso, 2007.

politique et faire échange avec des élus. En effet, il est illégal de puiser dans la trésorerie syndicale pour financer des campagnes électorales, cela devant se faire par des dons des adhérents à un PAC. Un quart des membres du SEIU Local 32BJ donnaient au PAC de la structure à la fin des années 2000, c'est-à-dire quelques dollars par semaine (ils choisissent le montant), déduits directement de leurs salaires.

La participation et les dons des adhérents sont fortement sollicités par les permanents lors des réunions syndicales. Concernant les dons, l'injonction est constante, sur un ton quasi obligatoire parfois à l'aide d'adhérents expliquant pourquoi ils donnent. De plus, les dirigeants syndicaux suivent les comportements électoraux (inscription sur les listes électorales, participation ou non au scrutin) des membres et n'hésitent pas à les rappeler à l'ordre. Il est en effet possible de prendre connaissance des électeurs inscrits qui votent ou s'abstiennent lors des primaires et des élections générales en consultant les listes d'émargement.

À l'issue des primaires démocrates, les différents syndicats de la ville se sont quasi unanimement rangés derrière la candidature de Bill de Blasio en vue des élections générales. Cette apparente unité fait presque oublier que Bill de Blasio a pourtant gagné les primaires sans le soutien des syndicats. Les dirigeants syndicaux, pris dans des échanges clientélares avec d'autres élus, ont activement participé aux luttes à la fois inter- et intra-partisanes pour la conquête des mandats municipaux, malmenant les tentatives de coalitions avec des organisations communautaires autour d'investitures

communes qui auraient permis de porter des revendications dépassant les intérêts des seuls syndiqués. Dès lors, nous pouvons nous demander si les adhérents, soumis à de fortes injonctions à participer aux campagnes des candidats investis, ont voté pour eux. De même, il est probable que les nouveaux élus municipaux aient accordé peu d'importance aux demandes des organisations syndicales, noyées parmi les revendications des nombreux autres groupes dont ils ont reçu le soutien. Les investitures syndicales précoces qu'a, *a contrario*, reçues Bill de Blasio lors des municipales de 2017 en sont certainement le témoignage, mais illustrent aussi le primat accordé aux candidats qui apparaissent les plus à même de remporter les suffrages. ■